

Aide et Action

Le Magazine

► N°109
Décembre 2008

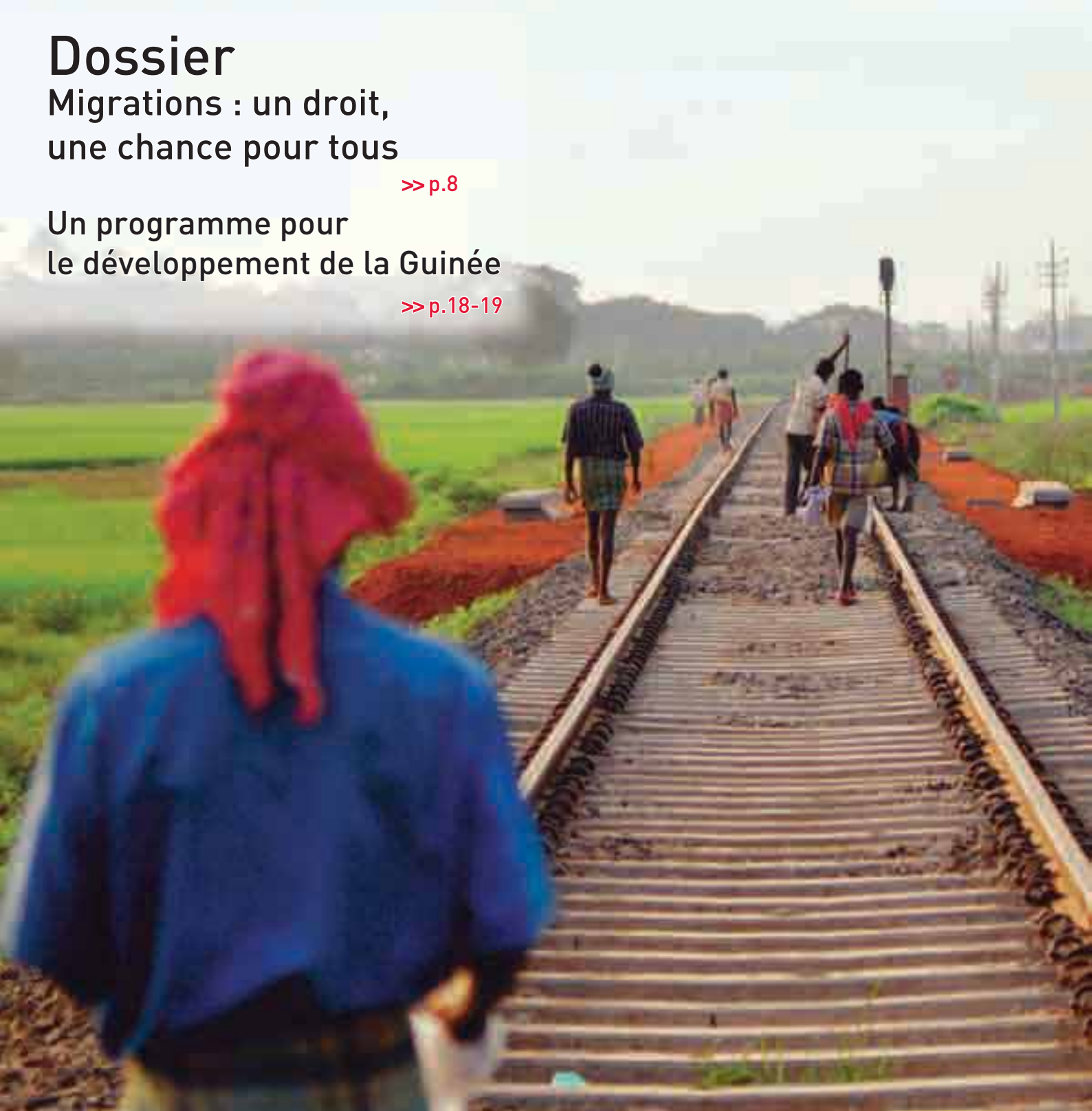
Dossier

Migrations : un droit,
une chance pour tous

>> p.8

Un programme pour
le développement de la Guinée

>> p.18-19



Retrouvez le magazine sur www.aide-et-action.org

 Aide et Action

L'Education change le monde

Instantané

**Vous avez visité un
de nos projets ?**
Envoyez-nous votre plus
belle photo légendée à :
magazine@aide-et-action.org



Photo : A. Sapet

Scolarisation des enfants méos au Rajasthan, Inde

Ces enfants de la communauté musulmane Méo attendent le prochain cours à l'ombre du préau de l'école d'Isan Ka Bas, région du Mewat. Les 151 élèves et leurs deux enseignants sont confrontés à l'isolement et au manque d'équipement. Ils bénéficient de l'appui d'Ibtada, ONG partenaire d'Aide et Action qui agit pour améliorer la qualité de l'éducation - en particulier des femmes et des filles.

Amélie Sapet, salariée d'Aide et Action international

Ce magazine contient un encart jeté. Photo de couverture : Didier Pazyzy

Aide et Action, magazine trimestriel, décembre 2008 à février 2009, publié par l'association Aide et Action - 53, boulevard de Charonne - 75545 Paris cedex 11 - Tél. : 01 55 25 70 00 - Internet : www.aide-et-action.org - E-mail : info@aide-et-action.org - Représentant de l'association : Jacques Lemaréchal, président - Directeur de la publication : Florent Marcoux, directeur France - Rédaction en chef : Nancy Barrett Saint-Laurent, Antoine Bordallo Labal et Jean-Christophe Nougaret - Ont participé à la rédaction : N. Barrett Saint-Laurent - T. Boisserie - A. Bordallo Labal - A. Cassiot - C. Heuzé - M. Ka - F. Lavessière - J. Lemaréchal - J.C. Nougaret - A. Sapet - S. Vinolas - Commission paritaire : 0708G 83 404 - Prix au numéro par abonnement : 1 € - Abonnement de soutien : à partir de 16 € - Tirage : 70 000 exemplaires - ISSN : 1761-1024 - Dépôt légal : premier trimestre 2009 - Conception-réalisation : K PUBLISHING, Tél. : 01 77 75 65 45 - Imprimeur : Imaye - Boulevard Henri-Becquerel - 53000 Laval.

Aide et Action, première association française de parrainage pour le développement par l'éducation, est une association libre de toute attache religieuse et politique. Aide et Action est une association reconnue d'utilité publique. Elle est, ainsi, habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation. Aide et Action est agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter Aide et Action France (voir coordonnées ci-dessus) ou Aide et Action Suisse - Rue des Pâquis, 11 - 1201 Genève - Suisse - Tél. : +41 22 716 52 10 - Fax : +41 22 716 52 11.

Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action. En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.

AGRÉÉE PAR



Agréée par :





Le premier Forum national des bénévoles

Parmi les 63 000 parrains et donateurs réguliers, il est une «race particulière» ! Ce sont les bénévoles. Non seulement ils apportent leur tribut mensuel pour le développement de l'accès à une éducation de qualité pour tous, mais ils donnent aussi de leur temps, de leurs compétences, de leur capacité à «réseauter» pour faire connaître Aide et Action et son expertise sur le territoire français.

Le premier Forum national des bénévoles s'est déroulé à Marly-le-Roi du 26 au 28 septembre. Cette rencontre leur a donné l'occasion d'échanger leurs expériences et de découvrir les dernières évolutions de l'engagement bénévole. Lors des précédentes réunions de ce genre, ils avaient pu rencontrer des responsables opérationnels du terrain qui portaient témoignage sur la façon dont les fonds, collectés en France,

servaient de levier pour faire avancer la cause de l'éducation.

Cette année, la proposition était sensiblement différente et un peu déroutante pour certains. Nous avons rencontré d'autres responsables bénévoles, venus de tous les pays du monde, venant réfléchir, avec nous, sur la meilleure façon de mettre en œuvre une action bénévole « Aide et Action » dans leur région. Les uns et les autres ont donc touché du doigt la fameuse **VAI, Vie associative internationale**, les difficultés qu'elle présente mais surtout ses richesses potentielles.

Non contentes de nous aider à réaliser la richesse que représente la vie associative au sein d'Aide et Action, ces rencontres nous ont également renvoyés au questionnement issu du

démarrage opérationnel des projets au service de l'éducation en France. Nous voici dans un rapport équivalent entre action bénévole de plaidoyer d'une part, et action professionnelle de développement sur notre terrain d'autre part ! Comment ces deux formes d'action peuvent-elles s'épauler l'une l'autre ?

Nous construirons les réponses progressivement dans les années qui viennent, et ce sera sûrement un des thèmes forts de nos prochains États Généraux.

Jacques Lemaréchal
Président d'Aide et Action

Sommaire

MOBILISEZ-VOUS !

Le Forum des bénévoles, un engagement international pour l'éducation	4-5
Women's Forum : l'éducation à l'honneur	6



>> DOSSIER Migrations : un droit, une chance pour tous

Éducation et migrations : leviers du développement	8
La migration : un droit, une richesse	9
Un monde en migration – cartographie	10-11
Chine : la ruée vers la ville	12
Inde : l'école pendant la migration	13
Mali : l'école suit les nomades	14-15
Haïti/République dominicaine : mieux vivre ensemble	16
Villiers-le-Bel : la ville aux 67 nationalités	17

ACTUALITÉS

Un programme pour le développement de la Guinée	18-19
---	-------

EN BREF

20-22

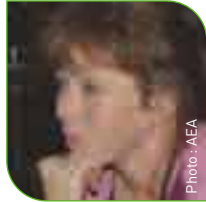
BOÎTE AUX LETTRES

23

Le Forum des bénévoles, un engagement international pour l'éducation



Chenda Say



Bulle Bardoux

Le Forum des bénévoles, en septembre dernier, a permis de nombreuses rencontres. Des bénévoles de tous horizons ont pu échanger leurs idées pour mobiliser pour la cause de l'éducation. Entretien et paroles de bénévoles engagés d'ici et d'ailleurs.

Aide et Action : *Pouvez-vous vous présenter ?*

Chenda Say : Je suis une bénévole cambodgienne. C'est la première fois que je viens à Paris. C'est une très bonne expérience d'être ici et de participer à la Vie associative internationale⁽¹⁾, c'est une notion qui n'existe pas au Cambodge.

Bulle Bardoux : Je suis responsable d'une équipe bénévole à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis). Je suis aussi marraine, actuellement sur un projet en Haïti. Notre équipe existe depuis cinq ans. Il y a un peu plus d'une centaine de parrains au niveau de Livry-Gargan et des villes avoisinantes, c'était donc intéressant de créer une équipe locale.

AEA : *Comment et avec qui se développent vos équipes ?*

B.B. : Aujourd'hui, nous avons un noyau dur de cinq bénévoles et d'autres qui nous rejoignent occasionnellement sur des actions



Photo : A. Bortallo

Bénévoles du monde entier, salariés et partenaires se sont rencontrés lors du 1^{er} Forum National des Bénévoles.

spécifiques. Récemment, une marraine a rejoint notre équipe ainsi qu'un jeune parrain que nous avons invité lors d'une exposition. Il est passé nous voir et nous a dit : «*Moi, j'aimerais bien participer autrement.*»

C.S. : La situation est vraiment différente entre la France et le Cambodge. En France, les bénévoles sont souvent des personnes âgées, avec beaucoup d'expérience, très professionnelles. Au Cambodge, on ne peut pas faire de la même façon. Mais moi je veux faire en sorte que la VAI fonctionne dans mon pays. J'ai déjà discuté avec plusieurs bénévoles en Asie du Sud-Est et je pense qu'on peut trouver des étudiants motivés. Après, nous devons les former pour arriver à créer avec eux des événements comme savent le faire les bénévoles en France.

AEA : *Pour quelles raisons avoir choisi de devenir bénévole pour l'éducation ?*

C.S. : L'éducation donne accès à la connaissance, à la culture, et plus globalement au monde extérieur. Sans éducation, les personnes sont vulnérables et peuvent croire n'importe quoi facilement. Cela peut avoir de graves conséquences. Si l'on prend l'exemple des enfants victimes de trafic sexuel : ceux qui ont eu accès à l'éducation connaissent leurs droits et du coup peuvent se protéger.

B.B. : Je crois sincèrement que nous devons permettre à tous les enfants d'avoir une éducation de qualité. Je crois qu'il faut donner à chacun la possibilité de devenir un adulte à part entière, d'avoir son propre jugement et devenir maître de son destin. Si je suis ici, c'est parce que les nouvelles orientations de

Le Forum des bénévoles, qu'est-ce que c'est ?

Ce temps fort de la vie associative et du bénévolat est inscrit dans les statuts d'Aide et Action : c'est un «*lieu d'échanges, de formation et de partage. C'est l'occasion d'une rencontre entre toutes les instances de l'association.*» Il a eu lieu du 26 au 28 septembre à Marly-le-Roi, dans les Yvelines, et a regroupé 130 bénévoles, salariés et partenaires.

l'association correspondaient vraiment à ce que je pensais : si on veut aider les gens, ce n'est pas en les assistant, mais en leur donnant les moyens de s'aider eux-mêmes.

Une logique qui vaut pour l'éducation mais aussi au quotidien, dans la relation avec les autres. Pour moi, c'est plus que du bénévolat, c'est du militantisme pour vraiment changer la société. ■

(1) La Vie associative internationale (VAI) rassemble toutes les personnes qui se mobilisent auprès d'Aide et Action dans toutes les régions. à côté de l'équipe salariée, les membres de cette VAI vont créer leur propre structure de type « bénévole », avec ses propres statuts et ses propres instances de gouvernance. Elle sera un espace où elles pourront échanger, se concerter, coordonner des activités et organiser leur représentation au sein des instances de décision d'AEA International.



Deux participants chinois regardent l'exposition du club parrainage d'un collège d'Auxerre.

Paroles de bénévoles

« Avant de venir à ce forum, la France était pour moi très floue et très éloignée. La France, ce sont des personnes très ouvertes et très passionnées. Quand je retournerai en Chine, je vais essayer de maintenir l'esprit bénévole qui y existe, et j'espère que dans vingt ans, le Forum des bénévoles aura lieu en Chine. »

Tian Feng, bénévole chinois.

« Ce forum est à une charnière de l'évolution de l'association parce que c'est là aujourd'hui qu'on a compris dans quelle dimension internationale on entrait. Et c'est vrai que c'est un forum totalement différent des autres. »

Joseph Allain, bénévole français La Roche-sur-Yon.

« On voit qu'il n'y a pas que nous qui faisons des actions. Cela nous met face à d'autres situations. C'est tout un système. Il y a beaucoup de gens. On n'est pas tous seuls. »

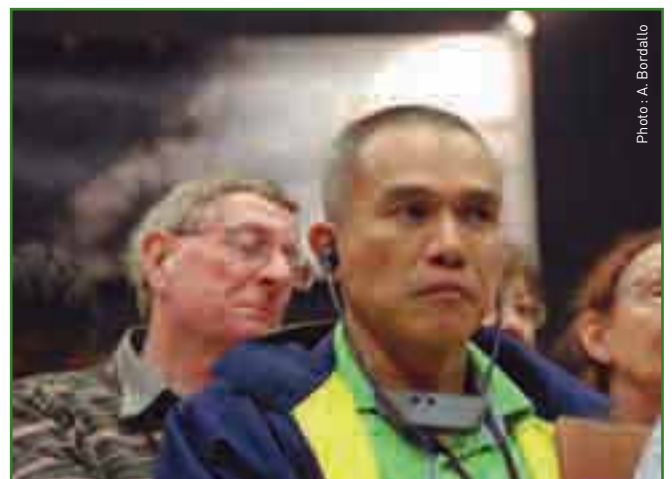
Louise, jeune membre du club parrainage d'Auxerre.

« J'ai été très surpris de voir que tant de personnes de toute la France étaient mobilisées pour Aide et Action. En Asie, les questions d'éducation ne relèvent que du gouvernement. Je suis nouveau à Aide et Action. C'est un début pour la Thaïlande. J'ai beaucoup appris sur les projets dans les autres pays. Cela m'ouvre l'esprit pour en apprendre plus sur les bénévoles. Je vais rentrer en Thaïlande et parler avec mes amis et collègues pour commencer à travailler bénévolement pour Aide et Action. J'espère que cette expérience au forum va me permettre d'être une personne clé pour l'établissement de ce projet en Thaïlande. »

Narongsak Boonyamalik, bénévole thaïlandais, spécialiste de l'éducation et salarié du ministère de l'Éducation thaïlandais.

« Premièrement, cela a été un choc pour moi de réaliser que des pays comme la Chine et la France étaient aussi touchés par la crise de l'éducation. Ce forum a renforcé mes valeurs et mon engagement. Les bénévoles français m'ont beaucoup impressionnée. Nous sommes en train de créer des clubs Aide et Action dans mon pays (...) dont le but est de mobiliser les gens pour devenir bénévoles d'Aide et Action au niveau local. Je sais exactement ce que je vais leur dire. Il y a des gens qui sont concernés par les problèmes d'éducation, alors qu'attendons-nous ? Je suis certaine d'être capable de mobiliser beaucoup de gens pour travailler de la même manière que vous, afin que nous puissions avoir nos propres bénévoles au niveau local. »

Ms Honorata James Ruhumbika, bénévole tanzanienne, membre du comité de pilotage de création des clubs Aide et Action.



Narongsak Boonyamalik, bénévole thaïlandais, spécialiste de l'éducation et salarié du ministère de l'Éducation thaïlandais.

Women's Forum : l'éducation à l'honneur

Réunies à Deauville en octobre, des femmes d'influence du monde entier ont débattu, sur fond de crise financière, des enjeux à relever pour un monde de progrès. Aide et Action était partenaire du prix Women for Education pour la deuxième année consécutive. Morceaux choisis de trois journées, dont la préoccupation pour l'éducation n'a jamais été exclue !

➤➤ **Judi 16 octobre - Ingrid Betancourt a déclaré en ouverture:** « Je suis une citoyenne du monde. » Interrogée par Christine Ockrent, l'ex-otage des FARC⁽¹⁾ a témoigné de la force de la mobilisation internationale en faveur de sa libération. Elle a encouragé l'assistance à se mobiliser: « S'il y a des sujets qui vous tiennent à cœur, alors rien n'est dérisoire pour les porter, ce que vous voulez faire, faites-le ! »

En fin de matinée, la conférence « Repenser la solidarité internationale » s'est conclue par la projection d'un film... en faveur de l'éducation des filles ! Sur le Corner Women for Education (espace dédié à l'éducation), la navigatrice Ellen MacArthur, interviewée par Valérie Toranian⁽²⁾ et Michèle Fitoussi⁽³⁾, a aussi rappelé son engagement pour l'environnement. ■

Aide et Action partenaire du prix Women for Education

Créé en 2007 à l'initiative du Women's Forum et de son partenaire le magazine « Elle », le prix Women for Education, avec l'appui de la fondation Elle, de l'alliance Renault-Nissan et d'Aide et Action, permet à une organisation de financer un projet en faveur de l'éducation des filles et des femmes.

En 2008, il a récompensé une initiative centrée sur l'utilisation des nouvelles technologies à des fins de développement économique et social.



Anne-Marie Couderc (présidente de la fondation Elle), Valérie Toranian (directrice de la rédaction de Elle), Carlos Ghosn (président de l'alliance Renault Nissan), Karine Guldeman (déléguée générale de la fondation Elle) et Claire Calosci (directrice générale d'Aide et Action International).

➤➤ **Vendredi 17 octobre - le prix Women for Education** a été remis (voir encadré) par Carlos Ghosn, président de l'alliance Renault-Nissan, à l'organisation indienne Bhasha Research and Publication Center, représentée par M^{me} Surekha Devi.

Destiné aux adolescentes et jeunes femmes déscolarisées des États du Gujarat et de l'Himachal Pradesh, ce projet ambitionne la mise en place de formations pour l'emploi centrées sur la maîtrise de l'informatique pour 960 jeunes filles d'une part, et l'initiation à l'informatique pour près de 2500 adolescentes d'autre part.

M^{me} Surekha Devi a souligné que « dans un pays comme l'Inde, beaucoup d'enfants ont quitté l'école sans jamais avoir vu un ordinateur - or tous les emplois nouveaux ou même la recherche d'emploi elle-même nécessitent une maîtrise a minima de l'informatique. Le fossé entre ceux qui maîtrisent l'informatique et les autres est source d'inquiétude, cela devient comme une autre forme

d'analphabétisme ». Spécialiste des questions d'éducation, Surekha Devi avait également participé au Forum des bénévoles d'Aide et Action en septembre 2008. ■

➤➤ **Samedi 18 octobre - Clôture et annonce des résultats d'une étude IFOP⁽⁴⁾** menée auprès

des participantes sur la crise financière. Selon cette étude, 35 % des femmes estiment que la crise est morale. 47 % jugent que la crise est à la fois technique et morale. 90 % constatent que les difficultés actuelles sont structurelles. Enfin, 73 % des femmes interrogées voient également dans cette crise l'opportunité d'« inventer un modèle plus éthique ». ■

Pour en savoir plus sur le Women's Forum : www.womens-forum.com

(1) FARC : Forces armées révolutionnaires de Colombie.

(2) Directrice de la rédaction du magazine « Elle ».

(3) Écrivain et journaliste.

(4) IFOP : Institut français d'opinion publique.



Photo: A.E. Thion

Dossier

Migrations : un droit, une chance pour tous

Éducation et migrations : leviers du développement	8
La migration : un droit, une richesse	9
Un monde en migration – cartographie	10-11
Chine : la ruée vers la ville	12
Inde : l'école pendant la migration	13
Mali : l'école suit les nomades	14-15
Haïti/République dominicaine : mieux vivre ensemble	16
Villiers-le-Bel : la ville aux 67 nationalités	17

Éducation et migrations :

leviers du développement



Chère lectrice, cher lecteur,

« Vous savez, chez nous, on appelle « pauvres » les personnes non instruites. Nous voulons être riches. Nous voulons voir des écoles, nous n'attendons que ça. Si l'école est plus proche, si elle s'adapte au nomadisme, nos enfants seront prêts à y aller. » Cette mère de famille tamashek, de la région de Tombouctou au Mali, est inquiète. Son mode de vie nomade n'est en effet pas toujours compatible avec un système éducatif classique qui implique la sédentarité. Comme elle, des millions d'hommes et de femmes migrants n'ont pas accès à une éducation de qualité.

Aide et Action, de son côté, a pour vocation de « faire progresser la cause de l'éducation de qualité (...) pour toutes les populations, partout où elle l'estime nécessaire et réalisable, y compris les populations migrantes ou en situation de crise (...) ».

L'association s'est donc tout naturellement impliquée dans l'éducation dans différents contextes migratoires : nomades,

migrants intérieurs issus de l'exode rural, internationaux ou transfrontaliers. Car la migration est un droit humain et un moteur du développement. Un droit qui, pour les migrations intérieures comme pour les migrations internationales, se heurte au cadre des institutions. Un droit qui se heurte aussi au nécessaire « vivre ensemble ». En effet, l'arrivée de populations nouvelles sur un territoire peut provoquer des dissensions, des tensions sources de conflits. Dès lors, pour que la migration se transforme en force de développement, il faut l'accompagner. L'information, la formation, l'éducation des populations migrantes comme des populations d'accueil s'avèrent essentielles pour sa réussite.

C'est avec cet accompagnement que toute personne migrante peut devenir un acteur du développement : il apporte ses compétences, ses savoirs et sa culture dans le pays d'accueil, qui en bénéficie. Un enrichissement qui profite également à son pays d'origine en termes économiques bien sûr, mais aussi sociaux et culturels. Dans cette logique, Aide et Action soutient par exemple la formation des migrants potentiels dans les campagnes chinoises (p. 12) ou la préparation au retour « réussi » des Telugus en Andhra Pradesh.

Aide et Action accompagne également tous les acteurs concernés, populations migrantes et populations des espaces d'accueil, pour qu'ils participent ensemble à la définition et à la mise en œuvre de politiques éducatives adaptées. La réussite de cet enjeu passe aussi par des actions de plaidoyer ou le développement d'expériences éducatives innovantes. Le dossier de ce magazine fait partie intégrante de la mission de sensibilisation de l'association auprès de ses lecteurs : chacun doit prendre conscience qu'il peut garantir à son échelle la qualité du lien social indispensable à la construction du « vivre ensemble ». Car on peut être l'un ou l'autre, parfois les deux, migrant ou « accueillant ».

Pour répondre à la mère de famille citée plus haut, j'aimerais l'encourager à continuer à envisager l'éducation comme une richesse et à faire valoir le droit des Tamasheks comme celui de chacun, migrant ou non migrant, de pouvoir recevoir une éducation de qualité pour tous.

Claire Calosci

Directrice générale internationale d'Aide et Action



Ces jeunes migrants telugus doivent continuer à recevoir une éducation lors de leur migration.

Clé de lecture

Selon le Fonds des Nations unies pour la population, en Afrique et en Asie,

le nombre de citadins

augmente d'environ un million chaque semaine.

La migration : un droit, une richesse

De tout temps, les femmes et les hommes ont migré. Travailleurs, étudiants, nomades, réfugiés... par choix ou par fuite, des millions de personnes vivent en dehors de leur région, de leur pays de naissance.

L'histoire de l'humanité est une succession de mouvements : explorations, conquêtes de territoires, adaptations aux changements climatiques, accès aux ressources, fuites devant des catastrophes... autant de causes, autant de migrations différentes. Il y a quarante ans, elles concernaient 2 % de la population mondiale, aujourd'hui, 3 %, soit 200 millions de personnes. Cela reste très faible à l'échelle de l'humanité. Avec l'augmentation de la population mondiale, passée dans la même période de 3,5 milliards à 6,7 milliards, il y a trois fois plus de migrants dans le monde, dont près de la moitié sont des femmes. L'augmentation s'explique en partie par un modèle de développement qui favorise les déplacements : liberté de circulation des personnes, des marchandises et des capitaux. L'évolution des

Atteindre la ville, c'est espérer obtenir un travail et améliorer ses conditions de vie

moyens de transport joue également un grand rôle : il est à la fois plus simple et plus courant de se déplacer aujourd'hui.

Mais pourquoi et où migre-t-on ? On assiste depuis quelques années, notamment dans les pays en voie de développement économique, à une accélération des processus d'urbanisation. Selon le Fonds des Nations unies pour la population⁽¹⁾, d'ici à 2030, les villes du monde en développement, grandes et petites, abriteront 81 % de la population urbaine de la planète. Un grand nombre de ces migrants partent des campagnes pour des raisons économiques. Atteindre les villes, c'est espérer obtenir un travail et améliorer ses conditions de vie. Souvent, ce ne sont pas les plus pauvres qui quittent, les premiers, leur pays d'origine.

En effet, migrer nécessite des connaissances,

Définitions

Migration : déplacement de population d'un endroit à un autre.

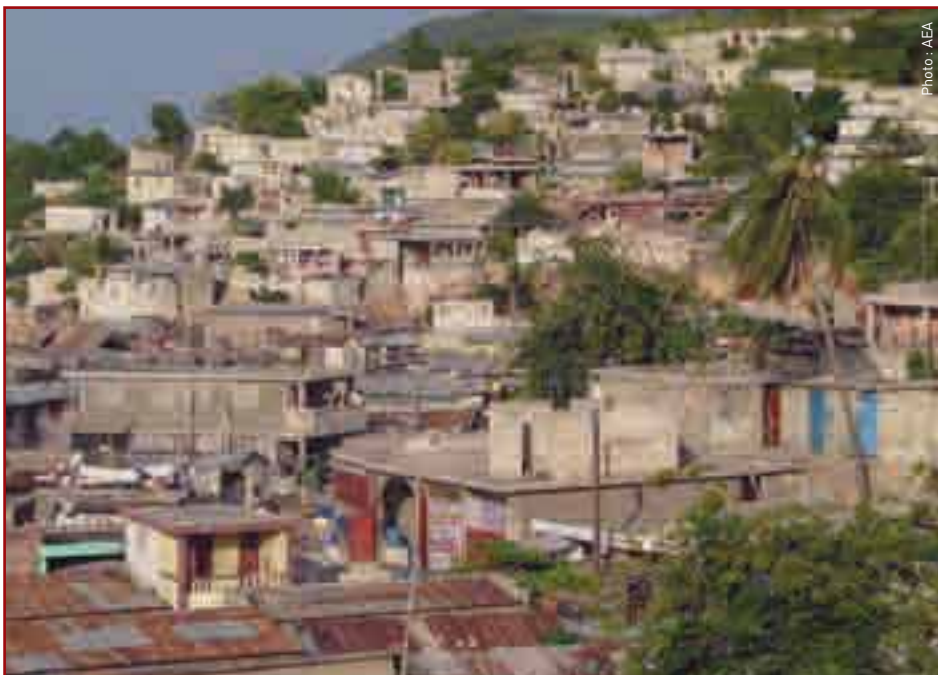
Émigration : action de quitter un endroit pour aller s'établir dans un autre.

Immigration : arrivée dans un endroit de personnes non autochtones qui viennent s'y établir.

une bonne santé et de l'argent pour pouvoir payer le voyage et les frais d'installation. Les causes des migrations ne peuvent donc être réduites au seul facteur de pauvreté. Les pratiques traditionnelles de certaines régions d'Afrique, par exemple, poussent des jeunes gens au départ, sorte de rite initiatique (voir aussi encadré p. 12). Le nomadisme est aussi un exemple de migration.

D'autres migrants fuient les guerres, les conflits ethniques ou religieux pour sauvegarder leur vie et leur liberté. Reconnus comme réfugiés⁽²⁾ ou demandeurs d'asile⁽³⁾, ils sont 80 % à vivre dans un pays limitrophe du leur.

Quelle que soit la cause, quel que soit l'endroit, la migration est un moteur du développement de l'humanité. Elle est aussi un droit fondamental inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme, art. 13-2 : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » ■



Les migrations dues à l'exode rural entraînent une croissance des villes, comme ici à Port-au-Prince.

(1) www.unfpa.org

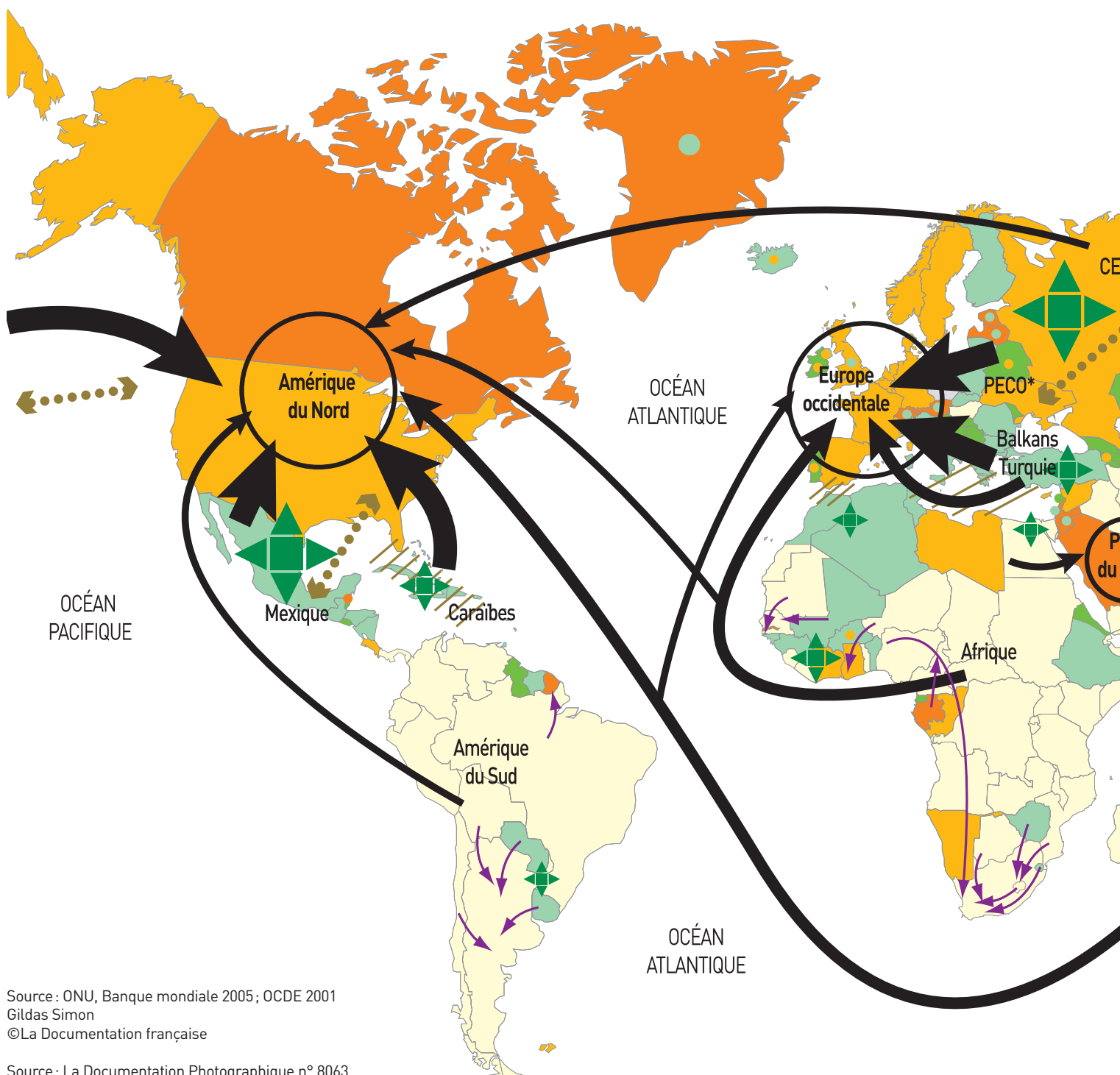
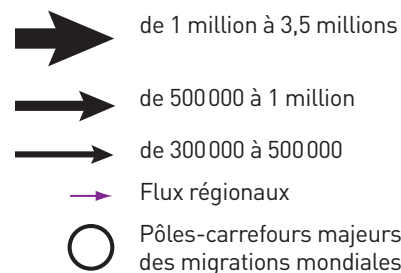
(2) La part de réfugiés représente 15 % de la population migrante totale.

(3) Un demandeur d'asile est une personne qui attend que sa demande de statut de réfugié soit acceptée.

Un monde en migration

Les phénomènes migratoires sont à la fois complexes et mal renseignés : il est difficile de faire des statistiques précises. Voici l'une des rares cartes qui s'appuie sur des données récentes, issues de plusieurs sources.

Flux légaux (1990-2000)
et carrefours majeurs



Source : ONU, Banque mondiale 2005 ; OCDE 2001
Gildas Simon
©La Documentation française

Source : La Documentation Photographique n° 8063

Espaces à fortes dynamiques migratoires

- Corridors migratoires importants
- Zones de tension migratoire

Pôles de départ importants (2005)

- 11 millions à 20 millions d'émigrants
- 5,5 millions à 10 millions d'émigrants

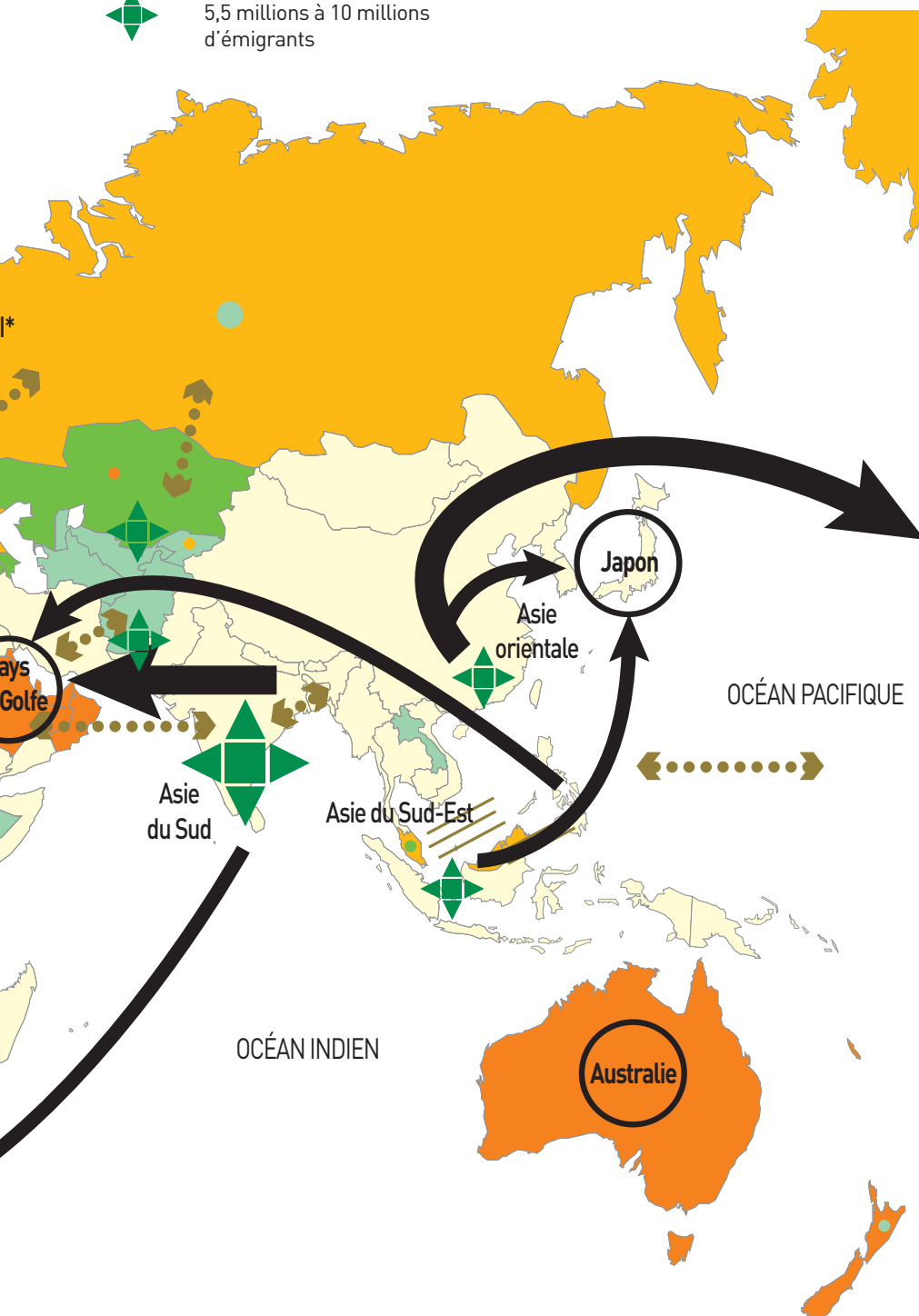
Pays d'émigration (2005)

- Pays à émigration massive (plus de 15 % de la population à l'étranger)
- Pays à émigration forte (de 5 à 15 % de la population à l'étranger)

Pays d'immigration (2005)

- Pays à immigration massive (plus de 15 % de la population totale)
- Pays à immigration forte (de 5 à 15 % de la population totale)
- Pays à émigration et immigration inférieure à 5 % de la population totale)

*PECO: Pays d'Europe centrale et orientale
CEI: Communauté des États indépendants



Décodages

Généralités

- Seuls 3 % de l'humanité vit dans un pays dont elle n'est pas originaire.
- Au Nord comme au Sud, la concentration des pouvoirs et des richesses entraîne un fort flux migratoire venant des zones les plus pauvres.

Zones d'émigration

- Économique : les départs les plus nombreux viennent d'Europe centrale et orientale, d'Inde, du Mexique et de Chine.
- Forcée (fuite) : elle concerne surtout certains pays africains, les Caraïbes, le Moyen-Orient, le Caucase.
- En Haïti par exemple, plus de 25 % de la population vit à l'étranger du pays.

Zones d'immigration

- Les plus gros pôles : États-Unis, sud de l'Europe, Allemagne, Japon, Canada, Australie, pays du Golfe.
- Les « corridors migratoires » comme la frontière entre le Mexique et les États-Unis représentent les lieux physiques de migration les plus fréquentés.
- Selon l'Organisation internationale pour les migrations, la part de l'immigration internationale en France est de 10,7 %.

Phénomènes non visibles sur cette carte

- Urbanisation : il y a un million d'urbains supplémentaires chaque semaine en Afrique et en Asie, ce qui représente d'énormes mouvements de population.
- Migrations internes : en Chine, cela concerne 170 millions d'individus, soit 12,5 % de la population totale.
- Les réfugiés représentent à eux seuls 15 % des migrations internationales. Les trois quarts se trouvent dans les pays du Sud.



Chine : la ruée vers la ville

L'exode rural concerne près de 170 millions d'individus en Chine. Mal adaptés à la vie urbaine, ces migrants peinent à s'insérer. Formations des migrants potentiels, soutien à l'arrivée, des actions accompagnent leur migration.



Photo: A. Monteil
La chambre d'une femme migrante issue de la minorité Yi à Chengdu.

La migration de la main-d'œuvre rurale est devenue un des phénomènes socio-économiques majeurs d'une Chine qui se développe à deux vitesses. Appelés *nongmingong* (« travailleurs migrants pay-sans »), ils sont des millions à tenter leur chance en ville en quête de meilleures conditions de vie. La plupart d'entre eux exercent des emplois précaires considérés comme sales, dangereux et difficiles. Sans couverture sociale et sanitaire, ils vivent dans des habitats souvent insalubres, aux portes des villes. Ne possédant pas de *hukou* urbain (« carte de résidence »),

ils ne peuvent pas inscrire gratuitement leurs enfants à l'école publique.

Surmonter le choc urbain

En situation de précarité et ne comprenant pas les codes de la vie urbaine, les migrants vivent de graves tensions avec leurs enfants et avec l'institution scolaire. Les coups en guise de punition et les abus divers sont monnaie courante. À Chengdu, capitale de la province du Sichuan, un projet de soutien pour ces familles a démarré en 2006.

En partenariat avec la Sichuan Academy of Social Sciences, un manuel d'éducation a été publié et diffusé aux parents. Des formations sont aussi dispensées dans les écoles pour migrants lors desquelles les parents découvrent par exemple les phases de développement psychologique et les droits des enfants. Ces espaces leur permettent aussi de s'exprimer et d'échanger sur les difficultés qu'ils rencontrent avec leurs enfants et

Les migrations internes en Chine : faits et chiffres⁽¹⁾

- En Chine, les migrations internes concernent 150 millions à 200 millions d'individus. Autant que le nombre de migrants internationaux qui s'évalue entre 185 millions et 192 millions.
- La migration de la main-d'œuvre des zones rurales vers les zones urbaines a contribué à hauteur d'environ 16 % à la croissance totale du PIB chinois sur les vingt dernières années.
- La majorité des travailleurs migrants a reçu une éducation allant jusqu'au cours moyen (soit neuf ans d'école).
- Environ un tiers des travailleurs migrants sont des femmes.
- Aujourd'hui en Chine, les travailleurs migrants contribuent de façon significative au développement des industries, comme la construction, le commerce, l'alimentation, les services et l'hygiène publique.

(1) Source : UNESCO.

dans leur vie de migrants. Pour atténuer les conséquences de ces migrations, Aide et Action organise par ailleurs dans le sud du Sichuan, des ateliers de « préparation au départ » pour les jeunes de la minorité Yi. Ils peuvent y rencontrer des anciens migrants invités pour partager leur expérience de la ville. Des points très concrets sont abordés, comme la recherche d'un travail, l'accès aux soins, l'achat de tickets de transport ou les règles de vie en ville. Partir nécessite des compétences, des savoirs et des savoir-faire. L'accompagnement des migrants s'avère un outil indispensable pour que les projets éducatifs de chacun se développent sereinement. ■

Clé de lecture

70 %

des travailleurs migrants chinois ont entre 16 et 35 ans (source : UNESCO).



Inde : l'école pendant la migration

Des milliers de travailleurs telugus quittent l'Andhra Pradesh avec leurs familles pour travailler sur les sites de construction des multinationales. À la fin de leur contrat, ces migrants repartiront chez eux. Comment maintenir la continuité de l'éducation, pour leurs enfants ?

Ce matin, Ramalama a le sourire. Elle a repris le chemin de l'école. Mais elle revient de loin. À 13 ans, elle vit aux portes de Chennai, capitale de l'État du Tamil Nadu. Depuis des mois elle n'allait plus en classe. Sa famille, comme près de 20 000 migrants telugus, a quitté son État de l'Andhra Pradesh à la recherche d'un travail « stable ». Depuis sa migration, elle vit dans des baraquements en tôle situés à quelques centaines de mètres des chantiers de construction des multinationales sur lesquels ses parents travaillent. S'ils perçoivent bien un salaire mensuel, il reste faible et lié à des contrats précaires entraînant des conditions de vie très difficiles. Embauchés à durée déterminée, ces travailleurs sont donc amenés à retourner chez eux de six mois à deux ans après leur arrivée. Difficile dans ces conditions d'inscrire leurs enfants à l'école, d'autant qu'ils ne parlent pas tamil, la langue officielle du Tamil Nadu, mais telugu. Autre difficulté, accaparés par leur travail, les

parents sont donc contraints de laisser les enfants livrés à eux-mêmes. Comme Ramalama, privés d'éducation et exposés à tous les dangers pendant la journée, ils n'ont souvent pas accès à l'eau potable et vivent dans des conditions d'hygiène déficientes. Avant leur migration, beaucoup de ces enfants allaient à l'école. Aujourd'hui, cette rupture avec l'éducation compromet leur avenir.

Apprendre dans la langue maternelle

Heureusement, depuis la rentrée scolaire 2008 Ramalama a retrouvé l'espoir. Aide et Action a soutenu la création d'« écoles-relais » qui permettent aux jeunes migrants de recevoir une éducation pendant la durée de leur séjour. Ainsi, ils espèrent réintégrer leurs écoles à leur retour. À quelques kilomètres des campements, ces « écoles-relais » accueillent les enfants jour et nuit. Ils y reçoivent une éducation adaptée à leur âge, dans leur langue. Les matières



De jeunes migrants telugus dans une classe de campement.

comme les maths, le telugu ou l'anglais sont enseignés par des professeurs formés. Au-delà des apprentissages académiques qui leur permettront de reprendre leur cursus scolaire là où ils l'ont laissé, ils peuvent s'épanouir dans la pratique d'activités culturelles et sportives, comme le yoga, le dessin, le chant et la danse. La plupart des parents les inscrivent dans ces internats. Ils savent qu'en plus de recevoir une éducation, leurs enfants sont en sécurité et ont chaque jour des repas équilibrés. Chaque dimanche, ils viennent passer la journée avec eux à « l'école-relais ». Mais certains parents préfèrent garder leurs enfants avec eux pendant la semaine. Pour cela, une « salle de classe » sommaire est aménagée dans chaque campement. Un tableau noir, quelques livres et un enseignant accueillent les enfants chaque jour. « Nous apprenons les maths, le telugu, l'anglais. On aime beaucoup venir en classe, même si des fois, sous les tôles, il fait vraiment trop chaud », raconte Ramalama. Sa famille a préféré la garder dans une classe de proximité. Ainsi, même dans ces contextes particuliers, des réponses existent pour que des enfants, comme Ramalama, accèdent à l'éducation. En internat ou dans une salle de classe de fortune, aucun moyen ne doit être négligé pour assurer la continuité de ce droit, quel que soit le parcours migratoire des parents. ■



Les « écoles-relais » accueillent les enfants telugus jour et nuit.



Mali : l'école suit les nomades

Le mode de vie nomade des Tamasheks du Mali limite leur accès à l'éducation. Dans cette situation, les écoles mobiles représentent une opportunité innovante pour leurs enfants.

Au nord de Tombouctou, dans le Sahel malien, les Tamasheks vivent au rythme de leurs éternels déplacements. Regroupés par famille, ils vivent essentiellement de l'élevage et de la vente de leurs animaux.

Ânes, dromadaires, chèvres et hommes nomadisent avec les saisons. Ali Ag Moctar, un professeur retraité, précise : « Pendant la saison sèche, on reste sur le flanc est des lacs. Puis, au moment des pluies, certains descendent, d'autres montent plus au nord, ceux qui ont des moutons et des dromadaires. Les vaches restent autour de la colline. Si les pluies commencent par le sud, on descend. À la fin de l'hivernage, les gens reviennent vers les pâturages lacustres. »

Évidemment, les enfants suivent leurs parents. Hors de question pour eux, donc, d'avoir une scolarité suivie dans l'une des écoles fixes de la zone. D'ailleurs, les

Tamasheks ne considèrent pas forcément l'école comme indispensable, même si les mentalités évoluent vite.

Une génération privée d'éducation

Historiquement, l'école a été imposée par l'État français au moment de la colonisation. À cette époque, des modèles alternatifs ont été recherchés pour éviter les conflits, avec la création des « écoles de campement ». Ces dernières ont permis la formation de cadres maliens grâce à des moyens importants. D'après les anciens qui s'en souviennent, elles avaient comme défaut principal l'imposition du français comme langue d'apprentissage.

Mohamed Ali Ag Almoubareck, maire de la commune rurale de Doukouria, raconte : « Au moment de l'indépendance, l'État malien a été incapable de prendre en charge

Les trois types de mouvements migratoires des nomades :

- **La transhumance** : mouvement saisonnier selon des parcours propres à chaque groupe.
- **Le glissement migratoire** : modifications lentes des parcours de transhumance.
- **L'émigration** : ou abandon définitif d'une région (ex : exode rural).

cette politique. Cela a entraîné la disparition des écoles et une grande crise de l'éducation qui a duré plus de vingt ans, jusqu'à la création de l'école communautaire de Wana en 1995. Pendant cette crise, l'éducation était uniquement dispensée dans les centres urbains et restait donc inaccessible aux nomades et aux ruraux. Une génération entière n'y a pas eu accès. » Puis, à partir de 1995 et à la suite des rébellions touarègues, la question de l'accès à l'éducation s'est peu à peu améliorée, en partie grâce aux ONG. Les enfants sont revenus à l'école, au moins pendant la saison sèche.

La scolarisation des filles progresse

De leur côté, les filles vont moins à l'école que les garçons (46,7 %). Mais, dans certaines communautés, elles sont majoritaires sur les bancs de l'école.

Le chef de la fraction *kabrisaf* 2⁽¹⁾, sur la commune de Gargando explique : « Avant, culturellement, les nomades n'allaient pas à



Les "écoles nomades" semblent être une bonne solution pour permettre aux jeunes Tamasheks d'accéder à l'éducation.

Photo : F. Lavessière



Photo: F. Lavessière

Des femmes nomades tamasheks découpent une chèvre pour le dîner.

l'école. Maintenant ça augmente beaucoup. Les filles sont plus nombreuses car les garçons sont retenus dans les familles [et qu'] ils constituent la main-d'œuvre. »

De son côté, l'État malien soutient aussi l'éducation des filles via un mécanisme de sédentarisation. Ainsi, l'Office de mise en valeur du système Faguibine (voir encadré) a de son côté un projet d'incitation à la scolarisation des filles : il propose un hectare de terre par fille scolarisée. Mais comme dit le responsable : « *Un frein à cette politique est que le fleuve n'est pas traversable en pirogue pendant trois mois de l'année, ce qui limite techniquement la scolarisation.* »

Passer les premières années d'école

Pour permettre aux Tamasheks d'accéder à l'éducation, la solution des « écoles nomades » semble idéale. Elle reçoit d'ailleurs un accueil favorable de la part des intéressés. Le chef du village de Wana, et président de l'association des parents d'élève, précise que « *l'engouement vient à partir du second cycle, et tout l'enjeu de l'éducation en milieu*

nomade est de leur faire passer les trois ou quatre premières années à l'école.

Aide et Action commencera le projet des « écoles nomades » en 2009. Il commencera par un diagnostic approfondi et participatif qui permettra de connaître au plus près les attentes, les besoins et les contraintes des populations. Parallèlement, les enseignants et les élus locaux seront sensibilisés aux besoins spécifiques des nomades. Ils recevront du matériel didactique adapté à la mobilité.

Enfin, des infrastructures mobiles seront construites. Pour que ces écoles résistent au temps, deux autres volets seront indispensables : celui de la gestion des cantines, car « *ventre affamé n'a pas d'oreilles* », et celui des savoirs locaux.

Ce dernier point est extrêmement important : une école connectée à son milieu, près des réalités locales, aura toutes les chances de rencontrer le succès. ■

(1) Le « kabrisaf » est une sous-division administrative plus petite que la commune.

Le lac Faguibine disparaît

Les sécheresses de 1972-74 et de 1984-85 ont eu un impact catastrophique sur la région.

Aujourd'hui, le lac Faguibine est quasiment à sec. La plupart des pâturages ont disparu et le nombre et la qualité des points d'eau ont beaucoup diminué.

Les pasteurs ont énormément souffert avec la disparition d'un grand nombre de bêtes, soit à cause d'une mortalité importante, soit par la vente des troupeaux, indispensable en cette période difficile. Beaucoup de nomades se sont ainsi exilés dans des régions plus favorables ou dans les villes, pour y chercher du travail. Les éleveurs qui restent tout de même dans la zone ont tendance à se sédentariser ou à migrer de façon saisonnière : ils font un peu d'agriculture en attendant le retour de l'eau.

Mais la sécheresse n'est pas seule coupable : l'avancée du désert vers le sud a obstrué les canaux qui alimentaient le lac et qui partaient du fleuve Niger. Depuis quelques années, un projet de remise en eau est sur la table. Il consiste à désensabler les canaux, longs de 60 à 100 km.

Le gouvernement a créé à cet effet en 2006 l'Autorité du lac Faguibine. Mais il y manque un élément essentiel : la bonne gestion des moyens financiers pour entreprendre les travaux.

Haïti/République dominicaine : mieux vivre ensemble



Les relations entre Haïti et la République dominicaine ont longtemps été violentes, notamment à la frontière. Aujourd'hui, le passage de migrants économiques de Haïti vers son voisin interroge le système éducatif et pose aux populations la question du « vivre ensemble ».

« À la frontière, on trouve de nombreux enfants d'origine haïtienne dans les salles de classe de République dominicaine, légaux et illégaux. (...) Il est donc fondamental que les programmes scolaires s'adaptent à cette nouvelle donne: il faut que les élèves puissent connaître l'histoire, la culture, la langue des deux pays. »

Asia Milagros Alcantara, coordinatrice de projets, est confrontée chaque jour à une question migratoire qui ne date pas d'hier. Depuis le partage de l'île au XVI^e siècle entre la France et l'Espagne, en passant par l'invasion haïtienne du début du XIX^e siècle et les dictatures particulièrement violentes de Trujillo en République dominicaine⁽¹⁾ et de Duvalier en Haïti, la vision qu'a chaque peuple de son voisin confine souvent à la caricature. Vision instrumentalisée par des hommes politiques qui ont beaucoup joué, par le passé, avec le sentiment national.

Apprendre la vie en commun

Combattre la discrimination et les préjugés est essentiel. À la frontière, dans l'école El Carrizal, deux tiers des élèves sont haïtiens et la plupart vivent dans une extrême pauvreté qui les rend vulnérables: délinquance, exploitation, pro-



En République dominicaine, une salle de classe dans une école près de la frontière où jeunes Dominicains et Haïtiens se retrouvent.

stitution, trafic de drogue, etc. D'où la mise en place d'un projet mené en partenariat avec le gouvernement dominicain pour produire un guide pour les enseignants et des cahiers de travaux pour les élèves. Ces outils pédagogiques multiculturels doivent améliorer la vie en commun et l'ambiance scolaire. Ils s'appuient sur des activités artistiques et culturelles qui abordent les inégalités de genre, les questions migratoires, ethniques ou générationnelles. Au début, les enfants ne se parlaient pas. Aujourd'hui ils jouent, ils plaisantent ensemble.

Marisa, enseignante, témoigne: « L'impact du projet (...) est très positif dans les salles de classe. L'école est un lieu fondamental pour traiter le thème de la migration et permettre d'intégrer les élèves d'origine haïtienne. Cela a des répercussions sur l'ensemble de la vie en communauté. Les élèves jouent ensuite le rôle de relais dans leurs familles, avec leurs voisins, avec leurs amis. Ils sont des vecteurs de l'intégration et du vivre ensemble. » ■

(1) Voir à ce sujet le roman de Mario Vargas Llosa « La Fête au Bouc » - éd. Folio.



Le Guide méthodologique pour une éducation inclusive et multiculturelle pour les enseignants.

Un État peut-il choisir ses immigrés ?

« L'idée selon laquelle les gens pourront être fixés quelque part est illusoire. Les hommes sont faits pour bouger. Toutes les villes du monde ont été créées par des gens venus d'ailleurs, et, heureusement, cela continuera. » Ces propos d'Amin Maalouf, écrivain, répondent par la négative. Quelles questions soulève le choix ? Choisir « ses » immigrés, n'est-ce pas exclure tous les autres ? Ne favorise-t-il pas la fuite des cerveaux au détriment du développement ? Les coûts humains et financiers de la fermeture des frontières ne sont-ils pas beaucoup plus élevés que ceux qu'impliquerait une politique migratoire d'intégration, juste et humaine, faisant en sorte que chacun y trouve son compte : le migrant, le territoire d'accueil et le territoire d'origine ?

Villiers-le-Bel :

la ville aux 67 nationalités

À Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise, la migration est une réalité quotidienne ; 67 nationalités différentes s'y côtoient. Dans ce contexte, l'apprentissage du vivre ensemble revêt une importance capitale. Trois questions à Alain Sartori, directeur de la maison de quartier Boris-Vian.



Aide et Action : Que peut-on dire de la situation migratoire à Villiers-le-Bel ?

Alain Sartori : La ville compte 26000 habitants que l'on peut répartir en 67 nationalités différentes. Les principales régions d'origine sont l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Le phénomène migratoire le plus récent concerne les Turcs mais aussi les personnes originaires des pays de l'Europe de l'Est, de l'Inde, du Pakistan et de l'Asie du Sud-Est.

AEA : Quels sont les grands principes de la gestion des migrations par la ville ?

A.S. : La force de Villiers-le-Bel réside dans la recherche d'un équilibre entre la non-revendication officielle des origines communautaires et la prise en compte « de fait » des spécificités des communautés.

Un indicateur de la réussite de la politique d'intégration de la ville est que les listes municipales sont aujourd'hui beaucoup plus « aux couleurs » de la population que par le passé.

AEA : Quelles sont les principales problématiques liées aux migrations ?

A.S. : Aujourd'hui, l'enjeu de l'intégration des migrants réside d'avantage dans le traitement de la question de la pauvreté, car la ville dans son ensemble s'appauvrit. Le logement est une source de tension : il y a des problèmes de surpopulation dans des logements HLM. Les migrants sont également davantage exposés au chômage. Enfin, se pose le problème de la maîtrise de la langue française. Fait révélateur : l'explosion de la demande de cours de français dans ces quartiers. ■



La maison de quartier Boris-Vian dans la zone des Carreaux à Villiers-le-Bel (95).

Médiathèque des migrations :

OUVRAGES

- « Atlas des migrations dans le monde, réfugiés ou migrants volontaires » de Catherine Withol de Wenden. Éd. Autrement/Le Mémorial de Caen, 2005.
- « La Plus Haute des solitudes » de Tahar Ben Jelloun. Éd. Seuil, 1979.
- « Origines » de Amin Maalouf. Éd. Grasset, 2004.
- « La Planète des migrants » de Jacques Barou. Éd. PUG, 2007.
- « La Double Absence » de Abdelmalek Sayad. Éd. Seuil, 1999.

JEUNESSE

- « Pas d'école pour Fatoumata ? » de Jeanne Failevic, Mandana Sadat. Éd. Oskar Jeunesse, 2006.
- « Mémé d'Arménie » de Farid Boudjellal. Éd. Futuropolis, 2006.

FILMS

- « The Visitor » de Thomas McCarthy États-Unis - 2008 - 1 h 45.
- « Africa Paradis » de Sylvestre Amoussou, France, Bénin - 2007.

@ SUR LE WEB

- Organisation internationale des migrations : www.iom.int
- Cimade : www.cimade.org
- Ligue des Droits de l'homme : www.ldh-france.org
- UNHCR (outil pédagogique en ligne) : <http://www.enversetcontretout.org/>
- Cité nationale de l'histoire de l'immigration : <http://www.histoire-immigration.fr/>

Un programme pour le développement de la Guinée



En Guinée, la société civile revendique une place active dans le développement de son pays. Un programme baptisé PROJEG⁽¹⁾ soutient cette volonté. Interview de Sonia Vinolas, coordinatrice France du PROJEG pour Aide et Action.

Aide et Action : *En quoi consiste le PROJEG ?*

Sonia Vinolas : Le PROJEG a démarré un cycle de quatre ans en novembre 2008. Il doit permettre aux Guinéens de mieux prendre part au développement de leur pays. Il répond à la crise économique et sociale que traverse la Guinée (voir encadré). Soutenu par le ministère des Affaires étrangères et européennes français et des organisations de la société civile française et guinéenne, il s'adresse aux associations, aux pouvoirs publics et aux syndicats de ces deux pays afin qu'ils contribuent pleinement à la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

AEA : *Quel type d'actions le PROJEG soutient-il ?*

S.V. : Le PROJEG a développé trois axes de travail essentiels. Tout d'abord, la professionnalisation des organisations de la société civile. Ensuite, la promotion de l'expression et de la visibilité de la jeunesse. Enfin, la mobilisation sociale autour de quatre thématiques de plaidoyer : lutte contre la



L'ambition du PROJEG : contribuer au renforcement de la société civile guinéenne.

corruption, environnement minier, gestion foncière, réduction de la dette... Les actions sélectionnées par le PROJEG doivent correspondre à ces enjeux. En juillet 2008,

nous avons sélectionné 38 projets sur 200 proposés. Parmi ceux-ci, on peut notamment citer un projet de sensibilisation des jeunes filles à la vie associative et à la réalisation d'activités génératrices de revenus. Également au programme, un projet d'appui à la réinsertion des jeunes déscolarisés et non scolarisés. Sans oublier un projet de formation en leadership des responsables des organisations de jeunes et de femmes des régions de Labé et de Mamou.

AEA : *Pourquoi parler de professionnalisation ?*

S.V. : Le diagnostic a montré que les organisations de la société civile souhaitent être soutenues dans leurs capacités de négociation et de dialogue. Des besoins ont été exprimés : comment

La Guinée : une situation préoccupante

La Guinée est marquée par des crises politiques et sociales récurrentes et par la présence à ses frontières de pays en postconflits armés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire). Les conditions de vie des populations se sont fortement dégradées.

Ainsi, l'inflation s'est accentuée depuis 2004 en passant de 15 à 40 % par an. Au cours de la même période, le franc guinéen (GNF) a perdu 50 % de sa valeur passant de 3 000 GNF à 8 500 GNF pour un euro, et le PIB a chuté de 379 \$ US en 2002 à 332 \$ US en 2006. Dans ce cadre, la société civile guinéenne doit être en mesure de participer aux processus de changement et de renforcement de la démocratie.



Première assemblée générale du PROJEG à Kindia en avril 2008.

communiquer avec les pouvoirs publics locaux ? Comment faire une demande de financement auprès d'un bailleur de fonds ? Comment gérer un partenariat ?

Nous sommes convaincus qu'avec le renforcement des capacités des associations, la société civile guinéenne deviendra un interlocuteur mieux reconnu.

AEA : Comment soutenez-vous ces organisations dans la mise en œuvre de leur projet ?

S.V. : Un des objectifs du PROJEG est de mettre les organisations en réseau. Une première étape consiste à les regrouper en consortiums afin qu'elles montent un projet. Organisées autour d'une action commune, elles ont alors la possibilité d'échanger leurs compétences et de s'enrichir de leurs expériences. Au niveau local et national, nous organisons aussi des rencontres entre consortiums où ils peuvent s'informer, se former, échanger. Nous sommes d'ailleurs en train de développer une sensibilisation pour faciliter

leur propre suivi du projet. Les organisations dont les projets n'ont pas été sélectionnés peuvent aussi bénéficier de ces formations. L'idée n'est pas de construire un cercle fermé mais bien de les professionnaliser pour qu'un jour elles puissent justement être sélectionnées.

**S'informer,
se former,
échanger.**

AEA : Le PROJEG prévoit-il un « relais » au niveau local pour le suivi des projets ?

S.V. : Oui, chaque région est dotée d'un coordinateur chargé d'informer les organisations des rencontres et des formations prévues. Il peut aussi les conseiller lorsqu'elles en ont besoin. Par exemple, un consortium de trois organisations de journalistes de nationalités différentes monte un projet qui vise à créer des espaces d'échanges entre les médias guinéens et les organisations de la société civile. Il était difficile pour ces structures de gérer leur éloignement. Le coordinateur est donc allé les rencontrer et leur a suggéré des outils pour leur permettre de mieux communiquer entre elles.

AEA : Où en êtes-vous de l'avancée des projets ?

S.V. : Aujourd'hui, les actions ont commencé et certaines sont même déjà en train de se terminer. Nous avons visé des projets de courte durée, car nous sommes dans l'année pilote. Cette phase nous permet de réorienter, de préciser et d'améliorer l'efficacité du programme.

Au mois de janvier, nous lançons notre deuxième appel à projets, mais, cette fois-ci, nous sortons de la phase test. Maintenant, le but est la sélection de projets sur une plus longue durée. ■

[1] PROJEG : Programme concerté de renforcement des capacités des organisations de la société civile et de la jeunesse guinéennes.

Aide et Action : ONG garante du PROJEG

Aide et Action représente l'ensemble des organisations devant les pouvoirs publics français représentés par le ministère des Affaires étrangères et européennes. Elle est responsable de l'utilisation des ressources et de la mise en œuvre des activités.

Reconnue pour son travail sur l'éducation, l'association a en Guinée une influence et une vraie légitimité. Une de ses responsabilités sur le terrain est de créer les conditions pour que les ONG, les partenaires publics et les associations locales travaillent ensemble.

Mon défi pour l'éducation

Suite au succès rencontré en 2008, nous relançons cette campagne en 2009. Le but est d'organiser le défi qui vous motive afin de faire parler du droit à l'éducation autour de vous : défi sportif solidaire, dictée parrainée, ventes au profit d'Aide et Action, sensibilisation dans votre école ou votre commune, etc. Toutes les idées sont envisageables.

Les outils 2009 (brochures, affiches, kits d'action...) seront disponibles début janvier.

N'hésitez pas à les commander dès aujourd'hui en écrivant à :

mondefi@aide-et-action.org
ou en appelant au **01 55 25 70 23**



Lacher de ballon pour l'éducation.

Calendrier des mobilisations internationales

2008

- **18 décembre** : Journée internationale des migrants
- **19 décembre** : Journée des Nations unies pour la coopération Sud-Sud

2009

- **12 février** : Journée internationale des enfants soldats
- **21 février** : Journée internationale de la langue maternelle
- **8 mars** : Journée internationale des femmes
- **22 mars** : Journée mondiale de l'eau

Opération Orange Davantage

France Télécom/Orange et Aide et Action s'associent autour du lancement d'une offre baptisée «Orange Davantage». Ce nouveau programme de fidélité permet aux clients des services de téléphone fixe, mobile et internet de France Télécom et Orange qui en sont membres, de céder une partie de leurs points fidélité à Aide et Action pour soutenir un projet d'aide à l'éducation des jeunes filles au Sénégal. Cette opération très prometteuse fait suite à un premier partenariat entre la Fondation Orange, Orange Niger et Aide et Action pour le soutien d'un projet d'amélioration de l'éducation des filles, du département de Filingué au Niger (voir n° 108, p. 18).

Plus d'information sur l'opération « Davantage » sur www.davantage.orange.fr



HEC au Féminin et Aide et Action créent le « Fonds pour l'éducation et le leadership féminin »



Classe d'alphabétisation dans la province de Hui.

Le projet se base sur l'alphabétisation fonctionnelle. Les femmes vont donc non seulement pouvoir progresser dans les compétences de base comme la lecture et l'écriture, mais aussi dans les notions d'agriculture, d'accès à l'emploi et à la création d'un revenu. Cette méthode permet également de sensibiliser la communauté à l'égalité des genres.

Xuemei Zhang, représentante d'Aide et Action en Chine, explique : « 180 femmes réparties en deux classes de 30 pour chacune des trois zones couvertes participeront aux programmes d'alphabétisation. Le programme et les outils pédagogiques seront développés avec les partenaires chinois. »

Pour soutenir l'éducation pour tous en Chine :
www.izi-collecte.com/education_femmes_chine.html

Concours : « Sciences & Vie Découvertes » fête ses 10 ans !



Avec les enfants du monde, entrez dans « Le Livre des records ».

Aide et Action et *Sciences & Vie Découvertes* s'associent pour fêter les 10 ans de ce magazine scientifique destiné aux 8-12 ans. *Sciences & Vie Découvertes* et les éditions la Martinière jeunesse soutiennent le projet de bibliothèque d'Aide et Action à Nha Trang, au Vietnam. De son côté, Aide et Action relaie le projet de record du monde de *Sciences & Vie Découvertes*. L'idée : demander à ses jeunes lecteurs de réaliser la plus longue chaîne de figurines du monde. Le but : entrer dans *Le Livre des records* ! Vous trouverez cette farandole de papier à découper dans le magazine *Sciences & Vie Découvertes* ou en téléchargement sur www.aide-et-action.org. Tous les enfants sont conviés à créer leur guirlande et à la faire parvenir à :

SVD-Record du monde – 1, rue du colonel Pierre-Avia 75015 Paris

Agenda des actions locales

• Équipe du Calvados (14)

Dimanche 25 janvier, salle François-Mitterrand à Ifs, journée des parrains : repas solidaire suivi d'une animation par un groupe de danses normandes et d'échanges sur le parrainage et la correspondance.

Chantal Motel

chgmotel@club-internet.fr

02 31 80 30 06

Le 22 mars 2009 à Hermanville, randonnée solidaire et pique-nique. Possibilité d'acheter boissons et gâteaux sur place.

Marie-Paule Heuzé

familleheuze@hotmail.fr

02 31 92 17 22

• Équipe de l'Isère (38)

Le 27 février à 17h30 à Grenoble, assemblée générale d'Aide et Action en Isère à la Maison des Associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux.

madeleinereynaud@wanadoo.fr

04 76 06 10 25

• Équipe du Maine-et-Loire (49)

Du 21 février au 1^{er} mars, le relais local d'Angers organise une exposition-vente d'œuvres (peintures, tissages, sculptures) au profit d'Aide et Action à l'hôtel Bessonneau, boulevard Foch. Ouvert tous les jours de 13 heures à 19 heures.

Claudine Pays

cpays@tele2.fr

02 41 43 72 21

• Équipe du Nord (59)

Les 6 janvier, 4 février et 11 mars, à Villeneuve-d'Ascq, réunions d'équipe à 20 heures ouvertes à tous, 12, rue Devred.

Marie-Hélène Desmettre

xvb470@orange.fr

• Équipe de Seine-Saint-Denis (93)

Le samedi 7 février, le groupe local de Livry-Gargan organise le repas dansant des parrains et des marraines.

bulle-bardoux@club-internet.fr

01 43 02 01 95

Le samedi 28 mars, le groupe local de Montreuil organise le repas des parrains.

cecile.courtin@wanadoo.fr

01 43 60 79 34

Retrouvez les coordonnées de toutes les équipes bénévoles :
Sur http://www.aide-et-action.org/ewb_pages/b/benevolat.php

En appelant au 01 55 25 70 79

En écrivant à Action bénévole - 53, bd de Charonne - 75545 Paris cedex 11

www.citoyendedemain.net



Aide et Action met en ligne un site internet entièrement dédié à l'éducation citoyenne: www.citoyensdedemain.net

Ce site est tourné vers les enfants, les parents, les animateurs et les enseignants. C'est un lieu d'échange qui permet d'aborder, avec les 7-12 ans, les notions de solidarité, de prise de responsabilité, d'ouverture au monde ou encore, de respect de la diversité.

Le site, conçu et réalisé en partenariat avec la société Tralalère et l'association Deci-dela, propose également, dans le « coin des juniors », la série de dessins animés *Vinz et Lou, apprentis citoyens* qui permet d'organiser facilement des ateliers abordant les notions de citoyenneté.

À visiter et à revisiter : www.citoyendedemain.net



La presse en parle



L'hebdomadaire «**Cambodge Soir**» publie un reportage

sur la cérémonie organisée le 23 septembre afin de célébrer la Journée internationale des sourds et malentendants. Cette cérémonie, présidée par le ministre des Affaires sociales, rassemblait notamment une dizaine d'organisations qui travaillent avec les sourds et muets du Cambodge, dont Krousar Thmey et Aide et Action, et avait pour objectif de mieux faire connaître les difficultés des personnes en situation de handicap, tout en contribuant à tisser des liens entre les communautés.



À l'occasion de la Journée mondiale des enseignants (le 5 octobre), Aide et Action prend la parole dans le quotidien français «**Le Monde**» pour rappeler que «*si les enseignants demeurent peu formés et mal payés, l'école restera un système de tri, regrette [...] l'ONG Aide et Action, qui relève des dérives au Vietnam, au Laos, au Cambodge ou en Chine, consistant à faire payer les parents pour l'école publique de leurs enfants*».



Aide et Action est présente dans le sud du Sénégal et a contribué à améliorer le taux brut de scolarisation dans la région : El Hadji Cissé, inspecteur de l'éducation, juge la rentrée 2008-2009 dans l'interview qu'il accorde au quotidien sénégalais «**Sud Quotidien**», dans son édition du 24 septembre. Il donne l'assurance d'une «*année scolaire apaisée*». Les cours ont démarré dans les différents établissements, et le travail de coordination régionale de l'éducation se déroule normalement.

Abonnez vos proches à «Aide et Action Le Magazine» pour seulement 4€ par an !

- Pour abonner plusieurs de vos proches, n'hésitez pas à photocopier ce coupon. **Un nouveau lecteur est un futur parrain potentiel !**
- Si vous souhaitez faire un chèque dont le montant est supérieur à vos abonnements, l'excédent sera enregistré comme un don à l'association.

Aide et Action – 53, bd de Charonne – 75545 Paris cedex 11



Oui, je souhaite offrir un abonnement à l'un de mes proches dont voici les coordonnées :

M. Mme Mlle

Nom Prénom.....

N° Rue

Code postal [] Ville

Ma référence parrain

Merci de retourner ce coupon accompagné d'un chèque bancaire ou postal de 4 € au minimum à l'ordre d'Aide et Action.

Nous recevons de nombreuses lettres, dans l'ensemble des régions d'intervention de l'association. Si le sujet est général ou concerne le magazine, vous pouvez écrire à l'équipe de Paris. S'il concerne plus particulièrement les pays avec lesquels vous êtes en relation, n'hésitez pas à leur écrire directement, ils sont les mieux placés pour vous répondre !



Le blog d'une marraine

Umardha, village korku ou les joies du parrainage

M^{me} Colette M. est marraine de Reena, petite fille indienne appartenant à la tribu korku. L'été dernier, elle s'est rendue dans son village, dans la région de Harda - État du Madhya Pradesh. Via des extraits du blog de cette marraine engagée, partez à la rencontre de Reena, son école et sa communauté.



Seize heures passées dans un train pour faire Delhi-Harda.



Les enfants korkus nous accueillent dans leur classe.



Photo de famille. Adieu ou au revoir !

<http://umardha.blog4ever.com>

«Namaste !!!

(...) L'Inde c'est grand. Seize heures de train nous séparent de Harda où nous attend l'équipe d'Aide et Action. (...) Trois personnes formidables, simples et efficaces, nous expliquent leur travail, leur implication dans le projet, (...) qui regroupe 45 villages autour de Harda, la plupart peuplés par des tribus korkus. Ils organisent des réunions avec des représentants des villages pour : leur apprendre à gérer leur production, mettre de l'argent de côté ou faire de mini-emprunts, les convaincre de l'utilité de l'éducation pour leurs enfants, organiser des stages pour les aides éducatrices. (...)

L'école

Le gouvernement indien nomme des enseignants qui parlent le hindi alors que les Korkus parlent le urdu. (...) Aide et Action forme des aides-éducatrices parmi les membres du village. Ces derniers, toujours présents, parlent le urdu et le hindi et l'apprennent aux enfants.

Chez ma filleule

Toujours un accueil extraordinaire!!!

Collier de fleurs, le Tillac (c'est un point rouge porte bonheur). On nous offre du thé - un délice! - du riz et des légumes. Toute la famille est présente, chaleureuse, et nous pouvons échanger quelques mots grâce aux représentants d'Aide et Action qui nous servent d'interprètes. Seule Reena paraissait un peu craintive. J'ai appris plus tard qu'elle avait peur que je l'emmenne!

Parrainage

J'espère que ce blog vous donnera envie de parrainer vous aussi un enfant. (...). Quel bonheur de recevoir trois lettres par an avec un mot du filleul, de l'institut, du représentant, chacun nous tenant au courant et nous permettant de garder le contact. (...)

Boîte aux lettres

Comme cette marraine, n'hésitez pas à nous écrire en adressant vos courriers à :
Aide et Action - Boîte aux lettres - 53, bd de Charonne - 75011 Paris
ou par internet à : magazine@aide-et-action.org

ABONNEMENT À VOTRE MAGAZINE EN 2009

Pour votre abonnement 2009, vous avez deux possibilités :

- vous êtes prélevés ; votre premier prélèvement 2009 sera majoré de 4 euros,
- vous réglez votre parrainage ou faites des dons par chèque ; pensez à majorer votre prochain chèque de 4 euros.

Merci d'agir à nos côtés.

REÇU FISCAL :

Comme chaque année, nous vous enverrons en avril 2009 votre reçu fiscal au titre des sommes versées à l'association en 2008 (exception faite de l'abonnement au magazine, non déductible).

**Vous l'avez parrainée enfant,
maintenant c'est elle qui donne des leçons.**

Grâce à ses 65000 parrains, Aide et Action contribue à la scolarisation de plus de 5 millions d'enfants qui, comme Benita, deviendront des adultes maîtres de leur destin. **Mais 80 millions d'enfants ne vont toujours pas à l'école.** Rejoignez-nous pour que le droit à l'éducation devienne une réalité pour tous.

Parce que l'éducation change le monde, devenez parrain.

Benita, 26 ans,
Professeur en Inde

www.aide-et-action.org

Moi aussi, je passe à l'action !

Je choisis de suivre : un enfant un projet
 je laisse le choix à Aide et Action

- Je choisis de verser € par mois (minimum 20 €)
- Je joins un chèque correspondant à mon premier mois de parrainage
- J'ai bien noté que je pourrai arrêter ce versement à tout moment

DÉDUCTION D'IMPÔTS !
SAVEZ-VOUS QUE...

Un parrainage de 25€ par mois ne vous reviendra qu'à 8,5€ par mois !

Selon la loi, le montant du parrainage est déductible d'impôts à hauteur de 66% du montant total annuel, dans la limite de 20% de vos revenus imposables.

Mlle Nom
Mme Prénom
M.
Adresse
Code postal Ville
Tél.
E-mail

AGRÉÉE PAR



COUPON À RENOYER À :  **Aide et Action** - 53 BD DE CHARONNE 75545 PARIS CEDEX 11